

**DEPARTEMENT DE
LA HAUTE-SAVOIE**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

**ARRONDISSEMENT DE
ST-JULIEN-EN-GENEVOIS**

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ANNEMASSE
LES VOIRONS – AGGLOMERATION**

SIEGE : 11, AVENUE EMILE ZOLA - 74100 ANNEMASSE

OBJET :

DECISION DU PRESIDENT

**RENOUVELLEMENT
CONTRAT DE
MAINTENANCE-SUPPORT
DU PROGICIEL I-
PARAPHEUR POUR LA
SIGNATURE
ÉLECTRONIQUE DE
DOCUMENTS**

D_2020_0220

Vu la délibération du conseil communautaire du 05 juin 2019 n°C-2019-0061 mettant à jour la délégation de pouvoirs du conseil au profit du bureau et du président, et notamment le(s) paragraphe(s) P-15 de son annexe ;

Annemasse Agglo utilise depuis 2016 la solution de parapheur électronique « i-Parapheur » développée et commercialisée par la société LIBRICIEL SCOP, sise 836, Rue du Mas de Verchant, 34000 Montpellier.

Le contrat de maintenance et de support relatif à la solution « i-Parapheur » est arrivé à échéance au 31/12/2019, il convient donc de le renouveler afin de bénéficier des mises à jour et du maintien du service d'assistance.

La société LIBRICIEL SCOP propose un contrat de maintenance d'un an à compter du 1^{er} janvier 2020, renouvelable 3 fois par tacite reconduction, soit jusqu'au 31/12/2023 au plus tard.

Pendant cette durée, Annemasse Agglo peut renoncer au bénéfice de contrat sous réserve d'en aviser la société LIBRICIEL SCOP par lettre recommandée avec accusé de réception au moins deux mois avant la fin de l'année en cours.

Le montant de la maintenance de la solution « i-Parapheur » pour l'année 2020 s'élève à 3 550,00 €HT.

Le Président DÉCIDE :

DE SOUSCRIRE un contrat de maintenance et de support pour la solution « i-Parapheur » selon les conditions présentées ci-dessus.

DE SIGNER lui-même ou son représentant le contrat avec la société LIBRICIEL SCOP.

D'IMPUTER les dépenses en résultant sur les crédits ouverts à cet effet au budget primitif PRINCIPAL 2020, article 6156, antenne ASS.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Président d'Annemasse Agglo dans le délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Grenoble dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa date d'affichage, ou à compter de la réponse d'Annemasse Agglo, si un recours gracieux a été préalablement déposé.